

ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

TRENTE ET UNIÈME LÉGISLATURE

TROISIÈME SESSION

Projet de loi n° 30

Loi modifiant de nouveau la Loi
de la qualité de l'environnement

Première lecture

Deuxième lecture

Troisième lecture

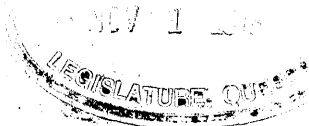
PRÉSENTÉ

Par M. MARCEL LÉGER

Ministre délégué à l'environnement

L'ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC

1978



NOTES EXPLICATIVES

Ce projet de loi a pour objet de mettre en oeuvre les chapitres 22 et 23 de la Convention de la Baie James et du Nord québécois. Tout en reconnaissant le principe de l'application générale de la Loi de la qualité de l'environnement sur l'ensemble du territoire québécois, il modifie cette loi afin d'y introduire des dispositions particulières applicables uniquement aux régions de la Baie James et du Nord québécois.

Le projet de loi prévoit:

1) la création pour chacune de ces régions, d'un Comité consultatif dont certains membres sont nommés par les autochtones et dont les fonctions sont de conseiller les gouvernements et les administrations régionales et locales en matière d'environnement et de surveiller, d'une manière générale, l'application des mesures de protection de l'environnement et du milieu social propres à chacune de ces régions;

2) la mise en place d'une procédure particulière d'évaluation et d'examen des impacts sur l'environnement et le milieu social;

3) la création, pour la région de la Baie James, d'un Comité d'évaluation et d'un Comité d'examen et, pour la région du Nord québécois, d'une Commission de la qualité de l'environnement, dont certains membres sont nommés par les autochtones et dont la tâche est de collaborer avec le Directeur des services de protection de l'environnement à l'application et à l'administration de la procédure d'évaluation et d'examen des impacts sur l'environnement et le milieu social.

Projet de loi n° 30

Loi modifiant de nouveau la Loi de la qualité de l'environnement

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

1972, c. 49,
titre, aj.

1. La Loi de la qualité de l'environnement (1972, chapitre 49) est modifiée par l'insertion, avant l'intitulé «Section I» précédant l'article 1, de ce qui suit:

«CHAPITRE I

«DISPOSITIONS D'APPLICATION GÉNÉRALE».

Id., a. 106,
remp.

2. L'article 106 de ladite loi est remplacé par le suivant:

Infraction
et peine.

«**106.** Quiconque enfreint l'un ou l'autre des articles 20, 21, 22, 25, 26, 27, 28, 29, 49, 68, 91, 189 ou 224 de la présente loi est coupable d'une infraction et passible, sur poursuite sommaire, d'une amende n'excédant pas cinq mille dollars pour la première infraction et n'excédant pas dix mille dollars pour toute infraction subséquente.

Idem.

Les mêmes pénalités s'appliquent, de la même manière, à celui qui ne respecte pas les conditions imposées en vertu des articles 199, 202, 235 ou 238.»

1972, c. 49,
int. de
sec. xv,
remp.

3. Ladite loi est modifiée par le remplacement de l'intitulé de la section xv par le suivant:

«DISPOSITIONS DIVERSES».

1972, c. 49,
aa. 166-248,
aj.

4. Ladite loi est modifiée par l'insertion, après l'article 165, de ce qui suit:

«CHAPITRE II

«DISPOSITIONS APPLICABLES À LA RÉGION DE LA BAIE
JAMES ET DU NORD QUÉBÉCOIS

«SECTION I

«DÉFINITIONS

Interprétation:

«**166.** Dans le présent chapitre, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par:

«Administration régionale crie»;

1° «Administration régionale crie»: la corporation publique constituée par la Loi concernant l'Administration régionale crie (1978, chapitre *insérer ici le numéro de chapitre du projet de loi n° 25*);

«Administration régionale Kativik»;

2° «Administration régionale Kativik»: la corporation publique constituée par la Loi concernant les villages nordiques et l'Administration régionale Kativik (1978, chapitre *insérer ici le numéro de chapitre du projet de loi n° 23*);

«autochtone»;

3° «autochtone»: les Cris et les Inuit;

«Convention»;

4° «Convention»: la Convention visée à l'article 1 de la Loi approuvant la Convention de la Baie James et du Nord québécois (1976, chapitre 46) ainsi que la Convention complémentaire n° 3 déposée sur le bureau du secrétaire de l'Assemblée nationale, le 18 avril 1978, à titre de document de la session portant le numéro 114;

«corporation de village cri»;

5° «corporation de village cri»: toute corporation de village cri constituée par la Loi concernant les villages cris (1978, chapitre *insérer ici le numéro de chapitre du projet de loi n° 24*);

«corporation de village nordique»;

6° «corporation de village nordique»: toute corporation de village nordique constituée par la Loi concernant les villages nordiques et l'Administration régionale Kativik (1978, chapitre *insérer ici le numéro de chapitre du projet de loi n° 23*);

«Cris»;

7° «Cris»: les bénéficiaires cris, aux termes de la Loi concernant les autochtones cris et inuit (1978, chapitre *insérer ici le numéro de chapitre du projet de loi n° 34*);

«Inuit»;

8° «Inuit»: les bénéficiaires inuit, aux termes de la Loi concernant les autochtones cris et inuit (1978, chapitre *insérer ici le numéro de chapitre du projet de loi n° 34*);

«projet».

9° «projet»: tout ouvrage ou activité de mise en valeur ou d'utilisation du territoire susceptible d'affecter l'environnement ou le milieu social, à l'exclusion de l'entretien et de l'exploitation des installations ou entreprises après leur mise en place.

Référence. «**167.** Dans le présent chapitre, la mention d'une catégorie de terres, soit les catégories I, II et III, réfère aux terres délimitées suivant la Loi concernant le régime des terres dans les territoires de la Baie James et du Nouveau-Québec (1978, chapitre *insérer ici le numéro de chapitre du projet de loi n° 29*).

«SECTION II

«DISPOSITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES À LA RÉGION DE LA BAIE JAMES SITUÉE AU SUD DU 55° PARALLÈLE

Champ
d'appli-
cation.

«**168.** La présente section s'applique au territoire borné au nord par le 55° parallèle, à l'ouest par les frontières de l'Ontario et des Territoires du Nord-Ouest, à l'est par le 69° méridien et au sud par une ligne qui coïncide avec la limite méridionale de la zone médiane et des terrains de piégeage cris situés au sud de ladite zone médiane, tel que déterminé en vertu de la Loi concernant les droits de chasse et de pêche dans les territoires de la Baie James et du Nouveau-Québec (1978, chapitre *insérer ici le numéro de chapitre du projet de loi n° 28*), ainsi qu'aux terres de la catégorie I et II pour les Cris de Poste-de-la-Baleine.

«§ 1.—Comité consultatif pour l'environnement de la Baie James

Comité
consultatif.

«**169.** Un organisme est constitué sous le nom de «Comité consultatif pour l'environnement de la Baie James». Cet organisme peut aussi être désigné sous le nom, en cri, de «Gaweshouwaitego Asgee Weshouwehun» et, en anglais, de «The James Bay Advisory Committee on the Environment».

Composi-
tion, etc,
des mem-
bres.

«**170.** Le Comité consultatif est composé de quatre membres nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil, quatre par le gouverneur général en conseil ou toute autre personne qu'il autorise à cette fin et quatre autres par l'Administration régionale cri. Ces membres, nommés durant bon plaisir, sont rémunérés ou indemnisés par ceux qui les nomment, lesquels pourvoient en outre à leur remplacement.

Membre
d'office.

En outre, le président du Comité conjoint de chasse, de pêche et de piégeage, nommé en vertu de la Loi concernant les droits de chasse et de pêche dans les territoires de la Baie James et du Nouveau-Québec (1978, chapitre *insérer ici le numéro de chapitre du projet de loi n° 28*) est membre d'office du Comité consultatif; toutefois, dans les cas où, en vertu de ladite loi, c'est la Société Makivik, visée à la Loi constituant la Société Makivik (1978, chapitre *insérer ici le numéro de chapitre du projet de loi n° 27*), qui nomme le président dudit Comité conjoint, c'est

le second vice-président qui est membre d'office du Comité consultatif.

Vacance. « **171.** Une vacance n'interrompt pas le fonctionnement du Comité consultatif, dans la mesure où le quorum peut être atteint.

Nombre de membres. « **172.** Malgré le premier alinéa de l'article 170, le gouvernement du Québec, celui du Canada et l'Administration régionale crie peuvent, par entente unanime, modifier le nombre de membres nommés par chacun d'entre eux.

Avis. Avis d'une telle entente doit être publié dans la *Gazette officielle du Québec*.

Siège social. « **173.** Le Comité consultatif a son siège social dans le territoire formé des territoires définis par les lois d'extension des frontières du Québec, tels que les constatent le chapitre 6 des lois de 1897/1898 et le chapitre 7 des lois de 1912 (1^{re} session).

Bureaux. Il peut établir des bureaux n'importe où au Québec pour l'expédition de ses affaires.

Secrétariat. Il dirige un secrétariat.

Budget. || « **174.** Le budget du secrétariat du Comité consultatif doit être approuvé chaque année par le ministre.

Financement. Ce budget est financé à même les crédits votés annuellement à cette fin par l'Assemblée nationale. Le ministre est autorisé à réclamer du gouvernement du Canada la moitié des sommes figurant à ce budget. ||

Élaboration de lois, etc. « **175.** Lorsque, chacun selon sa compétence, les gouvernements du Québec et du Canada, l'Administration régionale crie et les corporations de villages cris élaborent des lois et règlements concernant la protection de l'environnement et du milieu social dans le territoire décrit à l'article 168, ils consultent le Comité consultatif, à titre d'interlocuteur privilégié et officiel.

Fonctions du Comité consultatif. En outre, le Comité consultatif a pour fonctions de surveiller, par le libre échange de points de vue et de renseignements, l'application du chapitre 22 de la Convention et d'assurer la surveillance administrative du Comité d'évaluation visé à l'article 183.

Idem. À cette fin, il peut notamment:

a) recommander l'adoption de lois, règlements et autres mesures destinés à assurer une meilleure protection de l'environnement et du milieu social;

b) étudier et formuler des recommandations relativement aux lois, règlements et procédures administratives concernant l'environnement, le milieu social et l'utilisation des terres;

c) étudier et formuler des recommandations relativement aux mécanismes et procédures d'évaluation des impacts sur l'environnement et le milieu social.

Régie
interne.

Le Comité consultatif peut en outre adopter, sous réserve de l'article 240, des règles de régie interne, qui entrent en vigueur après avoir été approuvées par le ministre, par l'Administration régionale crie et par toute personne désignée à cette fin par le gouverneur général en conseil.

Idem.

Par les règles de régie interne qu'il lui est loisible d'adopter, le Comité consultatif peut désigner parmi ses membres d'autres officiers que ceux qui sont prévus dans les règlements adoptés en vertu de l'article 240 et, par décision unanime de tous ses membres, modifier les règles de quorum établies dans lesdits règlements. Les règles de régie interne prévues au présent alinéa ne requièrent pas les approbations visées au quatrième alinéa.

Spécialiste.

« **176.** Un membre du Comité consultatif ou le Comité consultatif lui-même peuvent retenir les services de tout spécialiste dont les conseils ou l'expertise peuvent être requis.

Rémunération.

Dans le cas où les services sont retenus par un membre du Comité consultatif, le spécialiste est payé par celui qui a nommé ce membre. Dans le cas où les services sont retenus par le Comité consultatif, les frais et les honoraires sont payés par le secrétaire.

Consultation.

« **177.** Les gouvernements du Québec et du Canada, l'Administration régionale crie et les corporations de villages cris consultent le Comité consultatif de temps à autre, sur les questions d'importance majeure concernant la mise en oeuvre du régime de protection de l'environnement et du milieu social applicable au territoire visé à l'article 168 et les mesures d'utilisation des terres. Le Comité consultatif peut formuler toute recommandation qu'il juge appropriée.

Consultation.

« **178.** Le ministre consulte le Comité consultatif avant de soumettre pour adoption un règlement qui ne porte que sur le régime de protection de l'environnement et du milieu social des terres des catégories I ou II, ou des terres de la catégorie III lorsque celles-ci sont entourées de terres de la catégorie I.

Id.,
requis.

Une semblable consultation est requise lorsque le ministre a l'intention de modifier ou de ne pas mettre en application des recommandations du Comité consultatif qui ne s'appliquent qu'aux terres visées au premier alinéa.

Règle-
ment
valide.

L'absence d'une consultation prescrite par le présent article ne peut toutefois avoir pour effet d'invalider un règlement.

Plans de
gestion,
etc., de
forêt pu-
blique.

« **179.** Le ministre des terres et forêts transmet au Comité consultatif, pour étude et commentaires, avant de les approuver, les plans de gestion et d'exploitation de la forêt publique située dans le territoire visé à l'article 168. Le Comité consultatif doit transmettre ses commentaires, le cas échéant, dans les quatre-vingt-dix jours.

Décisions,
etc., com-
muniées.

« **180.** Le Comité consultatif communique ses décisions et recommandations aux gouvernements du Québec ou du Canada, à l'Administration régionale crie ou aux corporations de villages cris, pour que ceux-ci en prennent connaissance, les étudient et y donnent suite, le cas échéant.

Renseigne-
ments, etc.

« **181.** Sur demande, le Comité consultatif met à la disposition des corporations de villages cris les renseignements, les données techniques ou scientifiques, ainsi que les conseils ou l'assistance technique qu'il obtient de temps à autre d'un gouvernement ou d'un organisme gouvernemental.

Rapport
annuel.

« **182.** Avant le 30 juin de chaque année, le Comité consultatif transmet au ministre, qui le communique à l'Assemblée nationale, un rapport de ses activités pour l'année financière précédente.

« § 2.—Comité d'évaluation et Comité d'examen

«Comité
d'évalua-
tion».

« **183.** Un organisme est constitué sous le nom de «Comité d'évaluation». Cet organisme peut aussi être désigné sous le nom, en cri, de «Gaweshouwaitego Dan Djeis Nandou TsheytaKnuch Asgee Je» Espeich» et, en anglais, de «Evaluating Committee».

«Comité
d'examen».

Un autre organisme est constitué sous le nom de «Comité d'examen». Cet organisme peut aussi être désigné sous le nom, en cri, de «Gaweshouwaitego Dan Djeis Neh Nakitstagonuch Asgee» et, en anglais, de «Review Committee».

Composi-
tion.
Nomina-
tion.

« **184.** Le Comité d'évaluation est composé de six membres.

Le lieutenant-gouverneur en conseil, le gouverneur général en conseil ou toute autre personne qu'il autorise à cette fin et l'Administration régionale crie nomment chacun deux membres, durant bon plaisir.

Rémuné-
ration.

Chaque membre est rémunéré par celui qui l'a nommé.

Vacance.

Une vacance n'interrompt pas le fonctionnement du Comité d'évaluation, dans la mesure où le quorum peut être atteint.

Secré-
riat.

« **185.** Le Comité consultatif fournit au Comité d'évaluation les services de secrétariat nécessaires.

Composi-
tion.

Nomina-
tion, etc.

« **186.** Le Comité d'examen est composé de cinq membres.

Le lieutenant-gouverneur en conseil en nomme trois, dont le président, et les rémunère. Les deux autres sont nommés et rémunérés par l'Administration régionale crie; toutefois, leurs dépenses sont à la charge du secrétariat du Comité consultatif.

Durée.

Les membres sont nommés durant bon plaisir.

Vacance.

Une vacance n'interrompt pas le fonctionnement du Comité d'examen, dans la mesure où le quorum peut être atteint.

Principes.

« **187.** Dans l'exercice de leurs fonctions et de leurs compétences, le gouvernement du Québec, l'Administration régionale crie, les corporations de villages cris, les municipalités, le Comité consultatif, le Comité d'évaluation et le Comité d'examen accordent une attention particulière aux principes suivants:

a) la protection des droits de chasse, de pêche et de piégeage des autochtones, dans le territoire visé à l'article 168 et de leurs droits dans les terres de la catégorie I, eu égard à toute activité reliée à un projet ayant des répercussions sur ledit territoire;

b) la protection de l'environnement et du milieu social, notamment au moyen des mesures proposées à la suite de la procédure d'évaluation et d'examen visée aux articles 188 à 202, en vue de diminuer le plus possible, auprès des autochtones, les répercussions négatives des activités reliées aux projets touchant le territoire visé à l'article 168;

c) la protection des autochtones, de leurs sociétés, de leurs communautés et de leur économie, eu égard à toute activité reliée aux projets touchant le territoire visé à l'article 168;

d) la protection de la faune, du milieu physique et biologique et des écosystèmes du territoire visé à l'article 168, eu égard à toute activité reliée aux projets touchant ledit territoire;

e) les droits et garanties des autochtones dans les terres de la catégorie II, établis en vertu de la Loi concernant les droits de chasse et de pêche dans les territoires de la Baie James et du Nouveau-Québec (1978, chapitre *insérer ici le numéro de chapitre du projet de loi n° 28*);

f) la participation des Cris à l'application du régime de protection de l'environnement et du milieu social prévu dans la présente section;

g) les droits et intérêts, quels qu'ils soient, des non-autochtones;

h) le droit de réaliser des projets, que possèdent les personnes agissant légalement, dans le territoire visé à l'article 168.

« § 3.—*Procédure d'évaluation et d'examen des impacts sur l'environnement et le milieu social*

Règlement.

« **188.** Le lieutenant-gouverneur en conseil, par règlement adopté en vertu de l'article 240, détermine :

a) les projets obligatoirement assujettis à la procédure d'évaluation et d'examen;

b) les projets obligatoirement soustraits de la procédure d'évaluation et d'examen.

Réalisation de projet.

« **189.** Nul ne peut entreprendre ou réaliser un projet non obligatoirement soustrait de la procédure d'évaluation et d'examen à moins :

a) de la délivrance, par le Directeur, d'un certificat d'autorisation, après application de la procédure d'évaluation et d'examen; ou

b) de la délivrance, par le Directeur, d'une attestation de non-assujettissement du projet à la procédure d'évaluation et d'examen.

Avis.

« **190.** Quiconque a l'intention d'entreprendre un projet obligatoirement assujetti à la procédure d'évaluation et d'examen doit, au moment de l'étude des options possibles et des implications techniques, économiques et sociales dudit projet, aviser par écrit le Directeur de son intention et indiquer, sommairement, la nature du projet, le lieu où le projet doit être entrepris, ainsi que la date prévisible du début des travaux.

Renseignements à transmettre.

« **191.** Dans le but d'obtenir le certificat d'autorisation ou l'attestation visés à l'article 189, l'initiateur d'un projet doit transmettre au Directeur les renseignements préliminaires exigés par règlement adopté en vertu de l'article 240.

Idem.

Le Directeur transmet les renseignements préliminaires au Comité d'évaluation.

Recommandations du Comité d'évaluation.

« **192.** Lorsqu'il s'agit d'un projet qui n'est pas visé à l'article 188, le Comité d'évaluation formule au Directeur des recommandations sur l'opportunité d'assujettir ou non le projet à la procédure d'évaluation et d'examen.

Décision, etc.

Le Directeur décide alors d'assujettir ou non le projet. S'il ne suit pas en cette matière la recommandation du Comité d'évaluation, il doit consulter à nouveau celui-ci avant de transmettre sa décision à l'initiateur du projet.

Attestation.

Si la décision finale du Directeur est de ne pas assujettir le projet, il délivre l'attestation visée au paragraphe *b* de l'article 189.

Recommandations au Directeur.

«**193.** Le Comité d'évaluation formule au Directeur des recommandations sur le genre d'étude d'impact, préliminaire ou détaillée, ou les deux, de même que sur la portée de chacune de ces études, le cas échéant, que l'initiateur d'un projet assujetti à la procédure d'évaluation et d'examen doit préparer.

Directives, etc.

Le Directeur communique à l'initiateur ses directives et recommandations sur l'étude d'impact que ce dernier doit préparer. S'il ne suit pas en cette matière l'avis du Comité d'évaluation, le Directeur doit consulter à nouveau celui-ci avant de transmettre sa décision à l'initiateur du projet.

Décisions.

«**194.** Les décisions prises par le Directeur en vertu des articles 192 et 193 doivent, en autant que faire se peut, être communiquées à l'initiateur du projet et à l'Administration régionale crie dans les trente jours de la réception par le Directeur des renseignements préliminaires.

Renseignement préliminaire, etc.

L'Administration régionale crie peut prendre connaissance de tout renseignement préliminaire fourni par l'initiateur d'un projet, de même que de toute recommandation du Comité d'évaluation.

Étude d'impact.

«**195.** L'initiateur du projet prépare une étude d'impact préliminaire ou détaillée, ou les deux, selon les directives et recommandations du Directeur et conformément aux règlements adoptés en vertu de l'article 240.

Id., transmis au Directeur.

L'initiateur du projet transmet l'étude d'impact au Directeur, accompagnée d'une demande de certificat d'autorisation. Le Directeur communique copie de l'étude d'impact au Comité d'examen et à l'Administration régionale crie.

Représentations au comité d'examen.

«**196.** L'Administration régionale crie, de même que toute corporation de village crie peut, dans un délai de trente jours suivant la réception de l'étude d'impact par l'Administration régionale crie, faire des représentations au Comité d'examen. En outre, dans le cas où la corporation de village crie intéressée le permet, un individu intéressé peut faire des représentations au Comité d'examen. Le délai fixé au présent alinéa peut être prolongé par le Directeur, qui prend avis du Comité d'examen.

Consultation publique.

Le Directeur peut, selon les circonstances, autoriser d'autres modes de consultation publique.

Recom-
mandations
du comité
d'examen.

«**197.** Dans un délai de quarante-cinq jours suivant la réception de l'étude d'impact par le Comité d'examen, celui-ci recommande au Directeur d'autoriser ou non le projet et, le cas échéant, à quelles conditions, ou lui recommande d'exiger que le requérant poursuive certaines recherches ou études supplémentaires qu'il indique, ou prépare une étude d'impact détaillée, le cas échéant.

Délai
prolongé.

Le délai fixé au premier alinéa peut être prolongé par le Directeur, qui prend l'avis du Comité d'examen.

Solutions
de rechan-
ges propo-
sées, etc.

«**198.** Dans le cas d'une étude d'impact préliminaire ou d'une étude d'impact jugée insuffisante, le Directeur doit, après avoir pris l'avis du Comité d'examen, donner son avis au sujet des solutions de rechange proposées, exiger que le requérant poursuive certaines recherches ou études supplémentaires qu'il indique, ou prépare une étude d'impact détaillée.

Portée
d'étude,
etc., sup-
plémentaire,
etc.

Le Directeur après consultation du Comité d'évaluation, détermine la portée de toute étude ou recherche supplémentaire ou de toute étude d'impact détaillée.

Chemine-
ment de
l'étude
d'impact,
etc.

L'étude d'impact détaillée ou les études ou recherches supplémentaires préparées en vertu du présent article sont soumises au cheminement prévu aux articles 195 à 197 pour les études d'impact.

Décision.

«**199.** Lorsque le Directeur est satisfait des études d'impact fournies par un requérant, il lui transmet un certificat d'autorisation ou un refus écrit. Copie de la décision est transmise à l'Administration régionale crie.

Conditions.

Une décision favorable peut être assortie de conditions, que le requérant doit respecter lors de la réalisation du projet.

Consulta-
tion.

Si le Directeur ne suit pas, dans les matières visées au présent article et à l'article 198, les recommandations du Comité d'examen, il doit consulter à nouveau celui-ci avant de transmettre toute décision.

Renseigne-
ments non
divulgués.

«**200.** Le ministre peut, exceptionnellement, pour des motifs reliés à la défense nationale, à la sécurité de l'État ou pour d'autres motifs sérieux, décréter que certains renseignements préliminaires exigés de l'initiateur d'un projet en vertu de la présente sous-section ne soient pas divulgués.

Terres de
catégorie I.

«**201.** Chaque corporation de village cri nomme une personne pour exercer sur les terres de la catégorie I situées dans le territoire visé à l'article 168, les fonctions, devoirs et pouvoirs conférés au Directeur par la présente section, en lieu et place de celui-ci.

Compé-
tence.

Les personnes nommées en vertu du présent article n'ont toutefois aucune compétence sur les projets relatifs aux gazoducs, oléoducs, routes, ponts, aéroports, ouvrages maritimes, ouvrages de protection et d'irrigation, et aux lignes de transport d'énergie électrique. La procédure d'évaluation et d'examen afférente à ces projets relève du Directeur.

Autorisa-
tion du
lt.-gouv.
en conseil.

«**202.** Sous réserve des dispositions applicables aux terres de la catégorie I en vertu de la Loi concernant le régime des terres dans les territoires de la Baie James et du Nouveau-Québec (1978, chapitre *insérer ici le numéro de chapitre du projet de loi n° 29*) et malgré l'article 189, le lieutenant-gouverneur en conseil peut, en tout temps, lorsqu'il le juge à propos dans l'intérêt public, autoriser, à ses conditions, l'exécution d'un projet qui n'a pas été autorisé par le Directeur, ou modifier certaines conditions imposées par ce dernier.

Recom-
mandations
du Direc-
teur.

Dans ces cas, le Directeur peut, après consultation du Comité d'examen, recommander au lieutenant-gouverneur en conseil d'assortir sa décision de certaines conditions destinées à assurer la protection de l'environnement et du milieu social. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut imposer de telles conditions ou toute autre condition qu'il juge utile.

«SECTION III

«DISPOSITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES AU TERRITOIRE SITUÉ AU NORD DU 55^e PARALLÈLE

Champ
d'applica-
tion.

«**203.** La présente section s'applique à tout le territoire situé au nord du 55^e parallèle, sauf aux terres de catégories I et II pour les Cris de Poste-de-la-Baleine.

«§ 1.—*Comité consultatif de l'environnement Kativik*

Comité
consultatif.

«**204.** Un organisme est constitué sous le nom de «Comité consultatif de l'environnement Kativik». Cet organisme peut aussi être désigné sous le nom, en inuttituut, de «Kativik Nunamut Isumasaliutit Katimayingit» et, en anglais, de «Kativik Environmental Advisory Committee».

Composi-
tion, etc.

«**205.** Le Comité consultatif est composé de neuf membres, dont trois sont nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil, trois par le gouverneur général en conseil ou toute autre personne qu'il autorise à cette fin, et les trois autres par l'Administration régionale Kativik. Ces membres, nommés durant bon plaisir, sont rémunérés ou indemnisés par ceux qui les nomment, lesquels pourvoient en outre à leur remplacement.

- Vacance. «**206.** Une vacance n'interrompt pas le fonctionnement du Comité consultatif, dans la mesure où le quorum peut être atteint.
- Nombre de membres. «**207.** Malgré l'article 205, le gouvernement du Québec, celui du Canada et l'Administration régionale Kativik peuvent, par entente unanime, modifier le nombre de membres nommés par chacun d'entre eux.
- Avis. Avis d'une telle entente doit être publié dans la *Gazette officielle du Québec*.
- Siège social. «**208.** Le Comité consultatif de l'environnement Kativik a son siège social dans le territoire formé des territoires définis par les lois d'extension des frontières du Québec, tels que le constatent le chapitre 6 des lois de 1897/1898 et le chapitre 7 des lois de 1912 (1^{re} session).
- Bureaux. Il peut établir des bureaux n'importe où au Québec pour l'expédition de ses affaires.
- Secrétariat. Il dirige un secrétariat.
- Budget. || «**209.** Le budget du secrétariat du Comité consultatif doit être approuvé chaque année par le ministre.
- Financement. Ce budget est financé à même les crédits votés annuellement à cette fin par l'Assemblée nationale. Le ministre est autorisé à réclamer du gouvernement du Canada la moitié des sommes figurant à ce budget. ||
- Elaboration de lois, etc. «**210.** Lorsque, chacun selon sa compétence, les gouvernements du Québec et du Canada, l'Administration régionale Kativik et les corporations de villages nordiques élaborent des lois et règlements concernant la protection de l'environnement et du milieu social dans le territoire décrit à l'article 203, ils consultent le Comité consultatif, à titre d'interlocuteur privilégié et officiel.
- Fonctions. En outre, le Comité consultatif a pour fonctions de surveiller, par le libre échange de points de vue et de renseignements, l'application du chapitre 23 de la Convention.
- Idem. À cette fin, il peut notamment:
- a) recommander l'adoption de lois, règlements et autres mesures destinés à assurer une meilleure protection de l'environnement et du milieu social;
 - b) étudier et formuler des recommandations relativement aux lois, règlements et procédures administratives concernant l'environnement, le milieu social et l'utilisation des terres;

c) étudier et formuler des recommandations relativement aux mécanismes et procédures d'évaluation des impacts sur l'environnement et le milieu social.

Régie
interne.

Le Comité consultatif peut en outre adopter, sous réserve de l'article 240, des règles de régie interne, qui entrent en vigueur après avoir été approuvées par le ministre, par l'Administration régionale Kativik et par toute personne désignée à cette fin par le gouverneur général en conseil.

Idem.

Par les règles de régie interne qu'il lui est loisible d'adopter, le Comité consultatif peut désigner parmi ses membres d'autres officiers que ceux qui sont prévus dans les règlements adoptés en vertu de l'article 240 et, par décision unanime de tous ses membres, modifier les règles de quorum établies dans lesdits règlements. Les règles de régie interne prévues au présent alinéa ne requièrent pas les approbations visées au quatrième alinéa.

Disposi-
tions appli-
cables.

«**211.** Les articles 176, 178 et 182 s'appliquent *mutatis mutandis* au Comité consultatif de l'environnement Kativik et à ses membres, selon le cas.

Consulta-
tion sur
protection
de l'envi-
ronnement,
etc.

«**212.** Les gouvernements du Québec et du Canada, l'Administration régionale Kativik et les corporations de villages nordiques consultent le Comité consultatif de temps à autre, sur les questions d'importance majeure concernant la mise en oeuvre du régime de protection de l'environnement et du milieu social applicable au territoire visé à l'article 203 et les mesures d'utilisation des terres. Le Comité peut formuler toute recommandation qu'il juge appropriée.

Plans de
gestion,
etc., de
forêt
publique.

«**213.** Le ministre des terres et forêts transmet au Comité consultatif, pour étude et commentaires, avant de les approuver, les plans de gestion et d'exploitation de la forêt publique située dans le territoire visé à l'article 203. Le Comité consultatif doit transmettre ses commentaires, le cas échéant, dans les quatre-vingt-dix jours.

Décisions,
etc.,
commu-
niques.

«**214.** Le Comité consultatif communique ses décisions et recommandations aux gouvernements du Québec et du Canada, à l'Administration régionale Kativik ou aux corporations de villages nordiques pour que ceux-ci en prennent connaissance, les étudient et y donnent suite, le cas échéant.

Rensei-
gnements,
etc.,
dispo-
nibles.

«**215.** Sur demande, le Comité consultatif met à la disposition des corporations de villages nordiques les renseignements, les données techniques ou scientifiques, ainsi que les conseils ou l'assistance technique qu'il obtient de temps à autre d'un gouvernement ou d'un organisme gouvernemental.

« § 2.—*Commission de la qualité de l'environnement Kativik*

- «La Commission». «**216.** Un organisme, ci-après appelé «la Commission», est constitué sous le nom de «Commission de la qualité de l'environnement Kativik». Cet organisme peut aussi être désigné, sous le nom, en inuttituut, de «Kativik Nunaup Piusisusianingata Katimayingit» et, en anglais, de «Kativik Environmental Quality Commission».
- Composition. «**217.** La Commission est composée de neuf membres.
- Nomination et remplacement. Le lieutenant-gouverneur en conseil nomme et remplace, selon bon plaisir, cinq membres de la Commission, parmi lesquels il désigne le président. La nomination du président doit cependant être approuvée par l'Administration régionale Kativik, qui nomme et remplace, selon bon plaisir, quatre autres membres, dont au moins deux sont des Inuit résidant sur le territoire visé à l'article 203 ou leurs représentants.
- Rémunération. Chaque membre est rémunéré ou remboursé par celui qui l'a nommé.
- Vacance. Une vacance n'interrompt pas le fonctionnement de la Commission, dans la mesure où le quorum peut être atteint.
- Disposition applicable. «**218.** Le premier alinéa de l'article 208 s'applique *mutatis mutandis* à la Commission.
- Registre de décisions. La Commission maintient, à son siège principal, un registre de ses décisions ainsi que de toutes les données connexes. Le public peut le consulter.
- Nomination, etc., des fonctionnaires, etc. «**219.** Les fonctionnaires et employés de la Commission sont nommés et rémunérés suivant la Loi de la fonction publique (1965, 1^{re} session, chapitre 14). Le président de la Commission est réputé être le sous-chef de ces fonctionnaires et employés.]]
- Régie interne. «**220.** La Commission peut adopter des règles de régie interne et des règles régissant sa participation à la procédure d'évaluation et d'examen. Ces règles entrent en vigueur après avoir été approuvées par le ministre et l'Administration régionale Kativik.
- Spécialistes. La Commission peut retenir les services de spécialistes dont les conseils ou l'expertise peuvent être requis.
- Principes. «**221.** Dans l'exercice de leurs fonctions et de leurs compétences, le gouvernement du Québec, l'Administration régionale Kativik, les corporations de villages nordiques, le Comité consultatif de l'environnement Kativik et la Commission accordent une attention particulière aux principes suivants:

a) la protection des droits de chasse, de pêche et de piégeage des Inuit, dans le territoire visé à l'article 203 ainsi que de leurs autres droits dans ledit territoire, eu égard à toute activité reliée à un projet ayant des répercussions sur ledit territoire;

b) les principes énumérés aux paragraphes b, c, d et g de l'article 187 en autant qu'ils peuvent s'appliquer au territoire visé à l'article 203;

c) la participation de tous les habitants du territoire visé à l'article 203 à la mise en oeuvre du régime de protection de l'environnement et du milieu social.

« § 3.—Procédure d'évaluation et d'examen des impacts sur l'environnement et le milieu social

Évaluation
des
impacts.

«**222.** L'évaluation des impacts d'un projet par l'initiateur de celui-ci et le déroulement de la procédure d'évaluation et d'examen par la Commission s'effectuent aussitôt qu'il est pratique de le faire.

Règle-
ment.

«**223.** Le lieutenant-gouverneur en conseil, par règlement adopté en vertu de l'article 240, détermine:

a) les projets obligatoirement assujettis à la procédure d'évaluation et d'examen;

b) les projets obligatoirement soustraits de la procédure d'évaluation et d'examen.

Réalisation
le projet.

«**224.** Nul ne peut entreprendre ou réaliser un projet non obligatoirement soustrait de la procédure d'évaluation et d'examen à moins:

a) de la délivrance, par le Directeur, d'un certificat d'autorisation, après l'application de la procédure d'évaluation et d'examen; ou

b) de la délivrance, par le Directeur, d'une attestation de non-assujettissement du projet à la procédure d'évaluation et d'examen.

Rensei-
nements à
trans-
mettre.

«**225.** Dans le but d'obtenir le certificat d'autorisation ou l'attestation visés à l'article 224, l'initiateur d'un projet doit transmettre au Directeur les renseignements préliminaires exigés par règlement adopté en vertu de l'article 240.

dem.

«**226.** Le Directeur transmet les renseignements préliminaires à la Commission de la qualité de l'environnement Kativik.

Décision. «**227.** Lorsqu'il s'agit d'un projet qui n'est pas visé à l'article 223, la Commission transmet au Directeur sa décision sur l'opportunité d'assujettir ou non le projet à la procédure d'évaluation et d'examen.

Attestation du Directeur. Si la décision de la Commission est de ne pas assujettir le projet, le Directeur délivre l'attestation visée au paragraphe b de l'article 224.

Cheminement du projet. «**228.** Tout projet assujetti à la procédure d'évaluation et d'examen doit suivre le cheminement prévu à la présente sous-section, quels que soient les autres approbations, licences ou permis requis.

Approbation, crédits, etc. Rien dans le présent article n'a pour effet d'empêcher l'initiateur du projet d'obtenir une approbation, des crédits, du financement ou des garanties pour effectuer des études de praticabilité ou des recherches ou pour faciliter le cheminement du projet dans le cadre de la procédure d'évaluation et d'examen.

Avis. «**229.** Avis qu'un projet doit faire l'objet d'une étude d'impact sur l'environnement et le milieu social est publié par la Commission dans la *Gazette officielle du Québec*, dans les trente jours de la date à laquelle elle a reçu les renseignements visés à l'article 226 ou, le cas échéant, de la date de la décision rendue en vertu de l'article 227, selon le cas.

Absence de publication. L'absence de publication de l'avis dans le délai prescrit n'entache pas d'illégalité la procédure d'évaluation et d'examen d'un projet.

Décision du Directeur. «**230.** Le Directeur, après avoir pris l'avis de la Commission, décide de la portée et du contenu de l'étude d'impact sur l'environnement et le milieu social que l'initiateur du projet doit préparer et il en informe ce dernier.

Idem. Le Directeur prend cette décision en s'inspirant notamment du contenu suggéré pour une telle étude d'impact par règlement du lieutenant-gouverneur en conseil adopté en vertu de l'article 240.

Recherches, etc., supplémentaires, etc. «**231.** L'initiateur du projet remet au Directeur l'étude d'impact sur l'environnement et le milieu social, accompagnée d'une demande de certificat d'autorisation. Le Directeur peut exiger que le requérant mène des recherches et études supplémentaires, qu'il indique. Le Directeur remet à la Commission l'étude d'impact et les résultats de telles recherches et études supplémentaires au fur et à mesure qu'il les reçoit.

Dossier complet. Lorsqu'il juge que le dossier est complet, le Directeur en informe la Commission.

Décision
de la
Commis-
sion, etc.

«**232.** La Commission examine et évalue l'étude d'impact et rend la décision prévue à l'article 235 en tenant compte, notamment, des considérations suivantes auxquelles elle accorde l'importance qu'elle juge appropriée:

a) les aspects bénéfiques et néfastes du projet ainsi que ses impacts positifs et négatifs sur l'environnement et le milieu social;

b) les atteintes à l'environnement, qui ne peuvent être évitées par les moyens techniques actuels, et celles que le requérant n'a pas choisi d'éviter complètement de même que les recommandations de ce dernier en vue de limiter ces atteintes;

c) les mesures raisonnables et disponibles pour prévenir ou réduire les impacts négatifs et pour intensifier les impacts positifs du projet;

d) les solutions de rechange raisonnables, quelles qu'elles soient;

e) les méthodes et autres mesures proposées par le requérant pour contrôler suffisamment l'émission de contaminants dans l'environnement ou pour régler d'autres problèmes d'environnement, le cas échéant;

f) la conformité du projet envisagé avec les lois et règlements concernant les problèmes environnementaux engendrés par ce genre de projet, y compris avec les projets de loi et de règlement déposés officiellement par le ministre;

g) les mesures de protection dont la mise en oeuvre est prévue par le requérant en cas d'accident.

Erreurs,
etc., non
consi-
dérées.

«**233.** Le requérant indique à la Commission, avant qu'elle ne rende la décision prévue à l'article 235, les erreurs, inexactitudes, contradictions ou nouvelles circonstances qui peuvent entraîner des impacts négatifs importants sur l'environnement et le milieu social et qui n'auraient pas été dûment considérées dans l'étude d'impact.

Représen-
tations.

«**234.** Toute personne, groupe ou communauté autochtone intéressé peut, de sa propre initiative, soumettre des représentations écrites à la Commission relativement à un projet. La Commission peut aussi inviter les personnes, groupes ou communautés autochtones intéressés à lui faire des représentations relativement à un projet.

Autorisa-
tion du
projet, etc.

«**235.** La Commission décide si le Directeur doit autoriser ou non le projet et, le cas échéant, à quelles conditions.

Transmis-
sion de
l'avis.

La Commission transmet sa décision au Directeur et au ministre dans un délai de quarante-cinq jours dans le cas d'un projet qu'elle a décidé d'assujettir à la procédure d'évaluation et d'exa-

men conformément à l'article 227 et dans un délai de quatre-vingt-dix jours dans le cas d'un projet assujetti obligatoirement à cette procédure, à moins que le Directeur n'accorde un délai supplémentaire lorsque la nature ou l'importance du projet le justifie.

Délais. Les délais visés au présent article courent à compter de la date à laquelle le Directeur a avisé la Commission que le dossier du projet était complet.

Décision, etc. «**236.** Le Directeur exécute la décision de la Commission à moins que le ministre ne l'autorise à substituer une décision différente.

Certificat d'autorisation, etc. Le directeur transmet au requérant un certificat d'autorisation ou un refus écrit, en conformité avec toute décision visée au premier alinéa. Copie de la décision du Directeur est transmise à la Commission et à l'Administration régionale Kativik.

Demande de renseignement. «**237.** Dans la mesure où c'est nécessaire ou utile à l'exercice de ses fonctions, la Commission a le droit de recevoir tout renseignement ordinairement disponible que possède le gouvernement et tout organisme gouvernemental relativement à quelque activité qui se déroule sur le territoire visé à l'article 203 ou touchant ce territoire.

Autorisation du lt.-gouv. en conseil. «**238.** Malgré l'article 224, le lieutenant-gouverneur en conseil peut, pour cause, autoriser, à ses conditions, l'exécution d'un projet qui n'a pas été autorisé par le Directeur ou modifier les conditions imposées par celui-ci. Il peut même, lorsqu'il le juge nécessaire dans l'intérêt public, soustraire un projet à l'ensemble ou à toute partie de la procédure d'évaluation et d'examen prévue à la présente sous-section.

Conformité, etc., des plans et devis. «**239.** Dans l'exercice des pouvoirs que lui confèrent les autres dispositions de la présente loi, le Directeur s'assure en collaborant, au besoin, avec la Commission, que les plans et devis de tout projet autorisé sont conformes aux exigences du certificat d'autorisation et sont exécutés conformément aux conditions imposées.

«SECTION IV

«RÈGLEMENTS

Règlements. «**240.** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement:

a) adopter les règles de régie interne du Comité consultatif pour l'environnement de la Baie James, celles du Comité consul-

tatif de l'environnement Kativik, et celles de la Commission de la qualité de l'environnement Kativik, sous réserve des articles 175, 210 et 220;

b) adopter les règles de régie interne du Comité d'évaluation et du Comité d'examen;

c) déterminer les projets obligatoirement assujettis à la procédure d'évaluation et d'examen, de même que les projets qui en sont obligatoirement soustraits;

d) identifier les renseignements préliminaires que doit transmettre un initiateur de projet, en vertu des articles 191 et 225;

e) définir le sens des expressions «étude d'impact préliminaire» et «étude d'impact détaillée» et déterminer les objectifs et le mode de présentation de ces études;

f) déterminer le contenu des études d'impact visées à l'article 193 et suggérer le contenu de celles visées à l'article 230.

Présomp-
tion.

Les règlements visés aux paragraphes a et b du premier alinéa ne sont pas soumis aux dispositions des deux premiers alinéas de l'article 124 ni à celles du premier alinéa des articles 175 et 210. Dès que ces règlements sont en vigueur, ils sont présumés avoir été adoptés par les organismes visés.

«SECTION V

«DISPOSITIONS DIVERSES

Régie
interne.

«**241.** Les règles de régie interne adoptées par le Conseil consultatif de l'environnement de la Baie James, le Conseil consultatif de l'environnement Kativik et la Commission de la qualité de l'environnement Kativik en vertu des quatrième et cinquième alinéas des articles 175 et 210 et du premier alinéa de l'article 220 entrent en vigueur lors de leur publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

Disposi-
tions non
applica-
bles.

«**242.** La section XI du chapitre I ne s'applique pas aux décisions rendues par le Directeur ou par une personne visée à l'article 201 en vertu des sections II et III du présent chapitre.

Procédure
d'évalua-
tion et
d'examen.

«**243.** Malgré toute autre disposition de la présente loi ou d'un règlement, un projet visé à l'article 8.1.3 de la Convention est assujetti à la procédure d'évaluation et d'examen, mais uniquement quant à ses conséquences écologiques. Cette restriction n'empêche toutefois pas les mesures d'atténuation raisonnables pour réduire l'impact négatif de ces projets sur les activités de chasse, de pêche et de piégeage des autochtones.

Complexe
La Grande.

«**244.** Malgré toute autre disposition de la présente loi ou d'un règlement, le Complexe La Grande (1975), décrit à l'Annexe 1 du chapitre 8 de la Convention, peut être entrepris et exécuté intégralement, sans être soumis à la procédure d'évaluation et d'examen prévue aux sections II et III du présent chapitre.

Personne
désignée
par
gouver-
nement.

«**245.** Sous réserve du premier alinéa de l'article 201, le lieutenant-gouverneur en conseil peut désigner une autre personne pour exercer les fonctions, pouvoirs et devoirs conférés au Directeur par les sections II et III du présent chapitre.

Procédure
d'évalua-
tion et
d'examen.

«**246.** Aucun projet ne peut être soumis, en vertu de la présente loi, à plus d'une procédure d'évaluation et d'examen, à moins qu'il touche en partie l'un, et en partie l'autre, des territoires visés aux articles 168 et 203 ou qu'il touche en partie un territoire non visé par lesdits articles.

Immunité.

«**247.** Les membres du Comité consultatif pour l'environnement de la Baie James, du Comité d'évaluation, du Comité d'examen, du Comité consultatif de l'environnement Kativik et de la Commission de la qualité de l'environnement Kativik ne sont personnellement responsables d'aucun acte accompli de bonne foi dans l'exercice de leurs fonctions.

Disposi-
tion non
appli-
cable.

«**248.** Le troisième alinéa de l'article 22 et ses règlements d'application ne s'appliquent pas sur les territoires visés aux articles 168 et 203.»

1972, c. 49,
a. 166,
renumé-
roté.

5. L'article 166 de ladite loi est renuméroté 249.

Entrée en
vigueur.

6. La présente loi entrera en vigueur à la date qui sera fixée par proclamation du gouvernement, à l'exception des dispositions exclues par cette proclamation, lesquelles entreront en vigueur à une date ultérieure qui pourra être fixée par proclamation du gouvernement.